

en juin pour qu'il soit possible d'achever cette année le tronçon Alberta-Winnipeg. Cette sorte d'argument, ces cris poussés par le Gouvernement, me rappellent deux expressions dont on nous rabattait les oreilles avant la dernière guerre. Ces expressions, tous les honorables députés s'en souviendront toujours: "La paix en notre temps" et "la paix à tout prix".

M. Hosking: Le slogan conservateur.

M. Harkness: Paraphrasant ces slogans, nous aurions: "Un pipe-line cet été", et "Un pipe-line à tout prix". Ces maximes semblent résumer sous forme de slogan ce qu'affirme le Gouvernement et les arguments qu'il avance.

En ce qui concerne le premier slogan, je crois que tous les Canadiens aimeraient à voir construire cette année le premier tronçon du pipe-line trans-canadien, mais je ne pense pas que bien des Canadiens soient en faveur d'un pipe-line à tout prix, c'est-à-dire au prix de la tutelle américaine à l'égard de cette grande ressource, au prix d'un amoindrissement des recettes des producteurs, au prix d'une canalisation non rentable. Le Gouvernement vocifère qu'il est absolument urgent d'entreprendre la construction du pipe-line. Dans cette perspective, il convient peut-être de demander qui a été responsable du retard de six ans environ qui s'est produit depuis le premier moment où l'on a parlé de ce projet. D'abord, le gouvernement créditiste de l'Alberta l'a retardé en refusant la permission d'exporter le gaz depuis l'Alberta.

M. Blackmore: Pourquoi l'a-t-il fait?

M. Harkness: Donc la première responsabilité du retard retombe sur lui, quoi qu'il en dise. Depuis que l'Alberta a consenti à l'exportation du gaz, la responsabilité en cause est partagée par le gouvernement fédéral et la *Trans-Canada Pipe Lines Company*. Cette société n'a pas tenu les engagements qu'elle a pris en recevant sa charte et n'a pas réussi à se financer. Pendant longtemps le Gouvernement n'a pu se décider à agir. Enfin, le ministre du Commerce a accompli ce mariage forcé entre la société primitive *Trans-Canada Pipe Lines* et une autre société.

La nouvelle société n'a pu trouver les fonds nécessaires cette fois encore et le Gouvernement ne savait que faire. Il y a eu un autre long retard et une période prolongée d'indécision, pendant que le Gouvernement cherchait à se décider. Il a ensuite présenté la proposition visant le tronçon de raccord du nord de l'Ontario en vue d'aider la société. Cette dernière proposition a encore échoué. Ces quelques dernières semaines, le Gouvernement a travaillé ferme pour décider ce qu'il

[M. Harkness.]

fallait faire. Enfin, on nous soumet le programme actuel et, après toutes ces semaines, tous ces mois et toutes ces années de retard et d'indécision de la part du Gouvernement, on nous demande à la Chambre des communes d'adopter la mesure immédiatement et en toute hâte. Elle est soudainement urgente et doit être adoptée sans retard. Le ministre du Commerce a proposé la clôture avant même qu'un autre ait eu la chance de traiter le sujet.

Il saute aux yeux, monsieur le président, que la véritable urgence de l'affaire est d'ordre politique. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur la question, même si j'espérais le faire un peu. Telle est la véritable urgence, ainsi qu'il est dit dans un autre éditorial du *Herald* de Calgary en date du 4 mai:

"Il y aura presque certainement des élections générales l'année prochaine. Et le gouvernement libéral n'est guère enclin à entrer en lice en trainant comme un boulet quelque projet de pipe-line resté en panne.

Il est évident que l'urgence est ici de nature politique, et n'a rien de commun avec l'empressement d'agir dans le meilleur intérêt du pays.

Il importe de ne pas l'oublier.

Je crois que les Canadiens s'en souviendront. Je regrette de ne pouvoir approfondir l'urgence actuelle du point de vue économique. Il est urgent que l'Alberta trouve des débouchés pour son gaz; il n'y a guère de doute à cet égard... (*Exclamations*) J'espère que vous ne déduirez pas la durée de cette manifestation spontanée de mon temps de parole, monsieur le président. Le seul aspect qui présente un caractère d'urgence, c'est l'aide qu'il y a lieu d'apporter à la mise en valeur et à la recherche des gisements albertains de gaz et de pétrole, mais...

Des voix: A l'ordre.

M. le président suppléant: A l'ordre. Je dois, à mon regret, faire savoir au député qu'il a déjà dépassé sa limite de temps.

M. Beaudry. Monsieur le président, il est bien malheureux...

M. Hees: Et maintenant nous allons rire.

M. Beaudry: N'est-il pas malheureux, monsieur le président, que le chef de l'opposition ait choisi ce moment et la question des pipelines pour jouer les Don Quichotte et combattre contre des moulins à vent, surtout ceux de sa propre fabrication?

M. Hees: Celle-là n'a pas traversé la rampe; elle n'a recueilli aucun rire.

Une voix: Elle a raté.

M. Beaudry: Le lieu, le moment et le sujet ne se prétaient guère à la légèreté de cabotins...

M. Hees: Rien ne tombe plus à plat qu'une farce qui ne fait pas rire.